



**Child Care Advocacy
Association of Canada**

**L'Association canadienne
pour la promotion des services de garde à l'enfance**



octobre 2009

Lettre ouverte aux parlementaires canadiens

Messieurs et mesdames,

Récemment, une étude importante a été publiée démontrant sans équivoque qu'investir dans le secteur des services de garde est la mesure d'entre toutes qui crée le plus d'emplois et qui a le plus d'effet stimulateur sur le PIB que tous les secteurs industriels majeurs au Canada (pour chaque dollar investi, le rendement économique est de 2,30 dollars). Ces constats sont frappants en cette période de pertes massives d'emplois et d'incertitude économique.

L'étude intitulée [Comprendre la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur des services éducatifs et de garde à l'enfance et y faire face](#) a été réalisée par l'économiste respecté Robert Fairholm du Centre for Spatial Economics de Toronto. Elle examine principalement la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur des services de garde au Canada et mesure son impact social et économique.

Voici un autre résultat éclairant : chaque dollar investi dans le secteur des services de garde se rembourse pratiquement de lui-même sur-le-champ, les gouvernements fédéral et provinciaux récupérant environ 90 cents sous forme de recettes fiscales. Et le gouvernement fédéral est celui qui en retire le plus.

Cette étude s'ajoute à un corpus considérable de recherches et d'expériences menées au fil du temps sur les avantages sociaux et économiques des services de garde. À ce moment-ci, il faut se poser la question suivante : que faut-il de plus pour convaincre le gouvernement fédéral de prendre la tête du mouvement pour doter le Canada d'un système de services éducatifs et de garde à l'enfance de bonne qualité?

Les gouvernements canadiens ont investi des sommes considérables dans l'infrastructure et les projets de construction, mais ils ont ignoré pratiquement la nécessité cruciale d'investir dans notre infrastructure sociale. Le secteur des services de garde est en état de crise : les conservateurs ont diminué de 600 millions de dollars par année les fonds qui lui sont consentis, une baisse de 950 millions par rapport à 2006.

L'étude citée précédemment a révélé que la pénurie récente d'éducateurs et d'éducatrices en petite enfance qualifiées et formées avait coûté au moins 141 millions de dollars au pays. Un investissement d'un million de dollars dans le secteur des services de garde générerait près de quarante emplois, au moins 40 p. cent de plus que l'industrie la plus près et quatre fois plus d'emplois que la même somme investie dans l'industrie de la construction.

La création d'emplois directs et indirects et l'effet stimulateur sur l'économie attribuables à des investissements en services de garde sont un atout considérable qui s'ajoute à l'apport extraordinaire des services de garde au mieux-être des enfants et à celui des parents par le soutien qu'ils leur apportent pour concilier travail, formation, études et responsabilités familiales.

Si le premier ministre Harper tient à redresser l'économie canadienne et à faire des enfants et des familles une priorité au pays, il n'a qu'à examiner de près cette étude. Nous vous demandons avec instance de faire de même et de presser le gouvernement de formuler une politique et de mettre en œuvre un programme de financement afin que tous les parents qui le souhaitent aient bientôt accès à des services de garde de qualité et abordables.

Veuillez recevoir l'expression de mes sentiments respectueux,

Jody Dallaire,

Présidente